

Sous la direction de  
**Francis Gendreau**  
Avec la collaboration de  
**Maud Poupard**

LES TRANSITIONS  
DÉMOGRAPHIQUES  
DES PAYS DU SUD



# ds

**actualité scientifique**

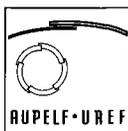


ÉDITIONS ESTEM



# LES TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES DES PAYS DU SUD

**Sous la direction de Francis Gendreau**  
Chercheur à l'IRD  
Coordonnateur du Réseau Démographie de l'AUF  
**Avec la collaboration de Maud Poupard**



## **Editions ESTEM**

7, rue Jacquemont – 75017 Paris  
Tél. : 01 53 06 94 94 – Fax : 01 53 06 95 00  
Site internet : [www.estem.fr](http://www.estem.fr)  
Email : [info@estem.fr](mailto:info@estem.fr)

### **Le Réseau Démographie de l'AUF**

Le Réseau Démographie de l'AUF a été créé en avril 1990 pour promouvoir des actions dans ce domaine scientifique : appuyer des programmes de recherche (quatre appels à collaboration ont été lancés pour 1991, 1992, 1994 et 1997 sur le thème « population et développement : inégalités, crises et politiques ») ; produire de l'information scientifique (un manuel de sociologie de la population est paru, un manuel sur l'analyse qualitative est en préparation) ; et organiser des journées scientifiques : les premières ont été organisées à Bangui en 1993 sur l'évaluation des politiques et des programmes de population ; les deuxièmes se sont tenues à Ouagadougou en 1996 sur le thème « crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud ». Les Actes de ces deux premières journées ont été publiés. Les troisièmes se sont tenues à Rabat en décembre 1998 sur le thème « les transitions démographiques des pays du Sud ».

### **Les publications du Réseau Démographique**

#### **L'évaluation des politiques et programmes de population (1993)**

Sous la direction de Francis Gendreau et de Denis Nzita Kikhela  
Avec la collaboration de Valérie Guérin

#### **La sociologie des populations (1995)**

Sous la direction de Hubert Gérard et Victor Piché

#### **Démographies africaines (1996)**

Francis Gendreau

#### **Démographie de la péninsule Indochinoise (1997)**

Francis Gendreau, Vincent Fauveau et Dang Thu

#### **Changement démographique en Amérique Latine (1998)**

Maria Eugenia Cosio-Zavala

#### **Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud (1998)**

Sous la direction de Francis Gendreau  
Avec la collaboration d'Elisabete De Carvalho Lucas

### **Membres du Comité du Réseau Démographique**

**Aziz Ajbilou**

Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée de Rabat

**Francis Gendreau, coordonnateur**

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

**Hubert Gérard**

Institut de Démographie de l'Université Catholique de Louvain

**Denis Nzita Kikhela**

Département de Démographie de l'Université de Kinshasa

**Victor Piché**

Département de Démographie de l'Université de Montréal

©2001, Édition ESTEM

ISBN 2 84371 115 0

Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou de ses ayants droits ou ayant cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

La diffusion de l'information scientifique et technique est un facteur essentiel du développement. Aussi dès 1988, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), mandatée par les Sommets francophones pour produire et diffuser revues et livres scientifiques, a créé la collection *Universités francophones*. Lieu d'expression de la communauté scientifique de langue française, elle vise à instaurer une collaboration entre enseignants et chercheurs francophones en publiant des ouvrages coédités avec des éditeurs francophones et largement diffusés dans les pays du Sud, grâce à une politique tarifaire préférentielle.

Six séries composent la collection :

- les usuels : mis à jour régulièrement, ils suivent l'étudiant tout au long de son cursus ;
- les ouvrages de référence de formation à et par la recherche incluant les plus récents acquis de la recherche ;
- les monographies de recherche : livres de 3<sup>ème</sup> cycle élaborés sous forme de manuels ou d'actes de journées scientifiques, notamment par les réseaux thématiques de recherche;
- la collection Savoir Plus Universités : ouvrages de synthèse — le Que sais-je scientifique vendu à 10F au Sud — dans les disciplines prioritaires de la Francophonie scientifique ;
- les dictionnaires et grands outils : ouvrages qui s'imposent par leur pertinence et leur rayonnement sur le marché éditorial francophone;
- les ouvrages de prospective : ouvrages de réflexion donnant l'éclairage de la Francophonie sur les grandes questions contemporaines.

Notre collection, en proposant une approche plurielle et singulière de la science, adaptée aux réalités multiples de la Francophonie, contribue à promouvoir la recherche dans l'espace francophone et le plurilinguisme dans la recherche internationale.

# LE COMITÉ D'ÉDITION

Cet ouvrage a été élaboré sous la supervision d'un Comité d'édition qui a sélectionné les textes et proposé aux auteurs des recommandations en vue de leur amélioration. La composition de ce Comité était la suivante :

- AJBILOU Aziz : Professeur-chercheur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA), Rabat - Maroc.
- EL GHAZALI Abdelaziz : Directeur de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA), Directeur de l'agence d'exécution du Programme de formation en population et développement durable, Rabat - Maroc.
- FAZOUANE Abdeslam : Professeur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA), Rabat - Maroc.
- GENDREAU Francis : Chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, ex-ORSTOM), coordonnateur du Réseau démographie de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Paris - France.
- GERARD Hubert : Doyen de la Faculté des sciences sociales, Université Catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve - Belgique.
- LFARAKH Abdellatif : Chercheur au Centre d'études et de recherches démographiques (CERED), Rabat - Maroc.
- NZITA KIKHELA Denis : Professeur en démographie au Département de démographie de l'Université de Kinshasa, Kinshasa - République Démocratique du Congo.
- PICHÉ Victor : Professeur et directeur du Département de démographie de l'Université de Montréal, Montréal - Canada.

# LES AUTEURS

- ADJAMAGBO Agnès : Chargée de recherche à Institut de recherche pour le développement (IRD / ex-ORSTOM)  
B.P. 1386, DAKAR, Sénégal  
Tel : 221.83.23.480. ; Fax : 221.83.24.307.  
Mel : adjamagb@ird.sn
- AGAR CORBINOS Lorenzo : Directeur du Programme en Population et développement durable.  
Av. Ignacio Carrera Pinto 1045, Ñuñoa, SANTIAGO, Chili  
Tel : 56.2.67.87. 715. ; Fax : 56.2.67.87.842.  
Mel : lagar@uchile.cl
- AJBILOU Aziz : Professeur-chercheur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA).  
INSEA, B.P. 6217, RABAT-Instituts, Maroc  
Tel : 212.777.09.15. ; Fax : 212.777.77.94.57.  
Mel : ajbilou@insea.ac.ma
- AKOTO Eliwo Mandjale : Directeur de l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD).  
B.P. 1556, YAOUNDÉ, Cameroun  
Tel : 237.22.24.71. ; Fax : 237.22.67.93.  
Mel : akoto\_zr@yahoo.fr
- AMADOU SANNI Mouftaou : Doctorant au Département de démographie de l'Université de Montréal.  
2350, Edouard-Monpetit, App. 10237, H3T 1J4 MONTRÉAL, Québec, Canada  
Tel : 1.514.343.65.31., poste 44515 ; Fax : 1.514.343.23.53.  
Mel : mouftaou@yahoo.com
- ANGELI Aurora : Professeur de démographie au Département de statistique de l'Université de Bologne.  
Via Belle Arti 41, 40126 BOLOGNE, Italie.  
Tel : 39.51.25.82.09. ; Fax : 39.51.23.21.53.  
Mel : angeli@stat.unibo.it
- BAYA Banza : Chercheur démographe à l'Unité d'enseignement et de recherche en démographie (UERD) de l'Université de Ouagadougou.  
03 B.P. 7118, OUAGADOUGOU 03, Burkina Faso  
Tel : 226.36.18.60./36.21.15. ; Fax : 226.36.21.38.  
Mel : bayab@fasonet.bf
- BELLA Nicole : Consultante internationale.  
90, avenue Émile Zola, 75015 PARIS, France.  
Tel : 33.1.45.75.86.28.  
Mel : njbella@club-internet.fr
- BOUISRI Abdellaziz : Expert démographe et statisticien économiste, Secrétaire général de l'Association maghrébine pour l'étude de population (AMEP), Section Algérie.  
Cité KRIM Belkacem Bat. 5, Appt 20 BIR Mourad Raïs, 16300 ALGER, Algérie.  
Tel : 213.2.63.81.11.  
Mel : bouisri35@hotmail.com

- CARVAHLO (de) : Doctorante à l'Université Paris X-Nanterre.  
Elisabete : CICRED, 133 boulevard Davout, 75980 PARIS cedex 20, France.  
Tel : 33.1.56.06.20.92. ; Fax : 33.1.56.06.21.65.  
Mel : lucas@cicred.ined.fr
- COSIO-ZAVALA : Directrice du Centre de recherche et de documentation sur  
Maria Eugenia : l'Amérique Latine (CREDAL).  
28 rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS, France.  
Tel : 33.1.44.39.86.71. ; Fax : 33.1.45.48.79.58.  
Mel : mecosioz@pop.univ.paris3.fr
- COURBAGE Youssef : Directeur de recherche à l'Institut National d'Études  
Démographiques (INED).  
133 boulevard Davout, 75980 PARIS Cedex 20, France.  
Tel : 33.1.56.06.21.47. ; Fax : 33.1.56.06.21.99.  
Mel : courbage@ined.fr
- COURY Diane : Doctorante à l'Institut d'études politiques de Paris, allocataire de  
recherche de l'IRD (ex-Orstom), affectée au projet MADIO  
(Madagascar-Dial-Instat-Orstom).  
INSTAT, B.P. 485, ANTANANARIVO 101, Madagascar  
Tel : 261.20.22.63.778. ; Fax : 261.20.22.33.250.  
Mel : dianecoury@yahoo.com
- DABIRE Bonayi : Chercheur démographe à l'Unité d'enseignement et de recherche  
en démographie (UERD) de l'Université de Ouagadougou.  
03 B.P. 7118, OUAGADOUGOU 03, Burkina Faso.  
Tel : 226.36.21.15. ; Fax : 226.36.21.38.  
Mel : dabireb@hotmail.com
- DELAUNAY Valérie : Chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développe-  
ment (IRD/ex-ORSTOM), Harvard Center for population and  
Development Studies.  
9 Bow Street, CAMBRIDGE, MA, 02135, U.S.A.  
Tel : 1.617.495.30.14. ; Fax : 1.617.495.54.18.  
Mel : vdelaina@hsph.harvard.edu
- EL YOUBI Ali : Chercheur démographe au Centre d'études et de recherche démog-  
raphiques (CERED).  
B.P. 178, RABAT, Maroc.  
Tel : 212.7.77.42.71. ; Fax : 212.7.68.19.27.  
Mel : alyoubi@usa.net
- EVINA Akam : Chargé de cours et coordonnateur des études à l'Institut de forma-  
tion et de recherche démographiques (IFORD).  
B.P. 1556, YAOUNDÉ, Cameroun.  
Tel : 237.22.24.71. ; Fax : 237.22.67.93.  
Mel : evina@iccnet.cm
- FASSASSI Raïmi : Allocataire de recherche à l'Institut de recherche pour le dévelop-  
pement (IRD/ ex-ORSTOM).  
LPE-ORSTOM, Université de Provence, Centre St Charles, case 10,  
3 place Victor Hugo, 13331 Marseille cedex 03, France.  
Tel : 33.4.91.10.64.83. ; Fax : 33.4.91.08.30.36.  
Mel : vimard@newsup.univ-mrs.fr

- FAZOUANE Abdesselam** : Professeur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA).  
B.P. 6217, RABAT-Instituts, Maroc.  
Tel : 212.777.48.60. ; Fax : 212.777.94.57.  
Mel : fazouane@insea.ac.ma
- FERRER Marcela** : Sociologue, Université du Chili.
- FERRY Benoît** : Directeur de recherche au Centre français sur la population et le développement (CEPED) et à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD/ ex-ORSTOM).  
CEPED, 15 rue de l'École de Médecine, 75270 PARIS Cedex 06, France.  
Tel : 33.1.44.41.82.33. ; Fax : 33.1.44.41.82.31.  
Mel : ferry@ceped.ined.fr
- GUEYE Mouhamadou** : Chercheur démographe au Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD).  
B.P. 1530, BAMAKO, Mali  
Tel : 223.22.30.43./22.47.06./22.80.86. ; Fax : 223.22.78.31.  
Mel : mgueye@cerpod.insah.ml
- HAMELIN Philippe** : Chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD/ ex-ORSTOM).  
32 Avenue Henri Varagnat, 93143 BONDY Cedex, France.  
Tel : 33.1.48.02.55.87. ; Fax : 33.1.48.47.30.88.  
Mel : Philippe.Hamelin@bondy.ird.fr
- KAMDEM KAMGNO Hélène** : Doctorante à l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD).  
B.P. 1556, Yaoundé, Cameroun.  
Tel : 237.22.24.71. ; Fax : 237.22.67.93.
- KONATE Mamadou** : Chercheur démographe au Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD).  
B.P. 1530, BAMAKO, Mali.  
Tel : 223.22.30.43./22.47.06./22.80.86. ; Fax : 223.22.78.31.  
Mel : mkonate@cerpod.insah.ml
- KOUAOUCI Ali** : Chercheur en démographie à l'Université de Montréal.  
3360 Marechel 101, MONTRÉAL, Québec H37 1M9, Canada.  
Tel : 1.514.340.15.93. ; Fax : 1.514.343.23.09.  
Mel : kouaouci@demo.umontreal.ca
- LADIER-FOULADI Marie** : Chargée de recherche au CNRS-Monde Iranien.  
27 rue Paul Bert, 94204 IVRY Cedex, France.  
Tel : 33.1.49.60.40.10. ; Fax : 33.1.45.21.94.19.  
Mel : ladier@ivry.cnrs.fr
- LEBEGUE Julie** : UNICEF  
P. Box 8318-GKFMP, JAKARTA 12083, Indonésie.  
Fax : 62.21.571.13.26./570.55.16.  
Mel : jlebegue@unicef.org
- MARCOUX Richard** : Professeur au Département de sociologie de l'Université Laval.  
QUÉBEC, Canada G1K 7P4.  
Tel : 1.418.656.51.05. ; Fax : 1.418.656.73.90.  
Mel : richard.marcoux@soc.ulaval.ca

- NGONDO a PITSHANDENGE : Professeur en démographie au Département de démographie de Séraphin  
 B.P. 176, KINSHASA XI, République Démocratique du Congo.  
 Fax : 243.88.43.675./12.20.617.  
 Mel : mpoyi.mankonda@undp.org
- NGOY Kishimba : Chercheur à l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD).  
 B.P. 1556, YAOUNDÉ, Cameroun.  
 Tel : 237.22.24.71. ; Fax : 237.22.67.93.
- NZITA Denis Kikhela : Professeur en démographie au Département de Démographie de l'Université de Kinshasa (DDK).  
 B.P. 176, KINSHASA XI, République Démocratique du Congo.  
 Tél : 243.12.23.274. ; Fax : 243.88.43.675./12.60.617.  
 Mel : denis\_nitza@yahoo.fr
- PICHÉ Victor : Professeur et directeur du Département de démographie de l'Université de Montréal.  
 C.P. 6128, Succ. Centre-Ville, MONTRÉAL, Québec, Canada H3C 3J7  
 Tel : 514.343.72.25. ; Fax : 514.343.23.09.  
 Mel : pichev@demo.umontreal.ca
- RAZAFINDRATSIMA Nicolas : Doctorant à l'Institut d'études politiques de Paris, allocataire de recherche de l'IRD (ex-ORSTOM), affecté au Projet MADIO (Madagascar-Dial-Instat-Orstom).  
 INSTAT, B.P. 485, ANTANANARIVO 101, Madagascar  
 Tel : 261.20.22.63.778. ; Fax : 261.20.22.33.250.  
 Mel : razafin@represent.ird.mg
- SALA-DIAKANDA Daniel Membele : Représentant du Fonds de Nations Unies pour la Population (FNUAP).  
 B.P. 906, N'DJAMENA, Tchad.  
 Tel : 235.523.761.  
 Mel : dsaladiakanda@hotmail.com
- SALVINI Silvana : Professeur de démographie au Département de statistique de l'Université de Florence.  
 Viale Morgagni 59, 50134 FIRENZE, Italie.  
 Tel : 39.55.423.72.22. ; Fax : 39.55.422.35.60.  
 Mel : salvini@ds.unifi.it
- SCHOUMAKER Bruno : Assistant de recherche et doctorant à l'Institut de démographie de l'Université Catholique de Louvain.  
 1 Place Montesquieu, Bte 17, 1348 Louvain-La-Neuve, Belgique.  
 Tel : 32.10.47.44.61. ; Fax : 32.10.47.29.52.  
 Mel : schoumaker@demo.ucl.ac.be
- TICHIT Christine : Doctorante de l'Université Paris X-Nanterre, en accueil au CEPED, Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Versailles/ Saint-Quentin-en-Yvelines.  
 CEPED, 15 rue de l'École de Médecine, 75270 Paris Cedex 06, France.  
 Tel : 33.1.44.41.82.30. ; Fax : 33.1.44.41.82.31.  
 Mel : tichit@ceped.ined.fr
- TIEMOKO Richmond : Doctorant à l'Institute of Social Studies.  
 PH 406, P.O. Box 29776, 2502 LT La Haye, Pays Bas.  
 Tel : 31.70.42.60.663. ; Fax : 31.70.42.60.755.  
 Mel : tiemoko@iss.nl

- VIGNIKIN Kokou : Unité de recherche démographique (URD), Université du Bénin.  
B.P. 12971, Lomé, Togo.  
Tel : 228.21.17.21. ; Fax : 228.22.08.89.  
Mel : urd@tg.refer.org
- VIMARD Patrice : Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD/ ex-ORSTOM).  
7 parc de la Moustelle, 13320 Bouc Bel Air, France.  
Tel : 33.4.42.22.46.31. ; Fax : 33.4.42.22.46.31.  
Mel : vimard@newsup.univ-mrs.fr
- YANA Simon David : Enseignant à l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD).  
B.P. 1556, Yaoundé, Cameroun.  
Tel : 237.22.24.71. ; Fax : 237.22.67.93.  
Mel : s.yana@caramail.com/ sidyana@hotmail.com



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction :</b>	1
Les transitions démographiques à l'aube du XXI <sup>e</sup> siècle ( <i>Francis Gendreau et Victor Piché</i> )	3
<b>Partie I : Approche générale</b>	23
Chapitre 1 : Démographie et contexte socio-économique en Amérique Latine et dans les Caraïbes ( <i>Lorenzo Agar et Marcela Ferrer</i> )	25
Chapitre 2 : Les deux modèles de transition démographique en Amérique Latine : le malthusianisme de pauvreté ( <i>Maria Eugenia Cosio-Zavala</i> )	41
Chapitre 3 : Politiques de population, pressions malthusiennes ou diffusion culturelle ? Quel modèle de transition pour le Maghreb ? ( <i>Ali Kouaouci</i> )	53
Chapitre 4 : Migration et transition démographique en Afrique ( <i>Mouhamadou Gueye, Mamadou Konaté, Kokou Vignikin, Richard Marcoux et Victor Piché</i> )	65
<b>Partie II : La baisse de la mortalité, amorce de la transition</b>	79
Chapitre 5 : Pauvreté et mortalité des enfants en milieu urbain marocain ( <i>Abdesselam Fazouane</i> )	81
Chapitre 6 : Entraves culturelles à la transition de la mortalité des enfants en Turquie ( <i>Youssef Courbage</i> )	93
Chapitre 7 : Baisse de la mortalité des enfants, risques économiques et comportements sanitaires acquis à Bamako (Mali) ( <i>Julie Lebègue</i> )	109
<b>Partie III : Le contexte de la transition de la fécondité</b>	127
Chapitre 8 : Déterminants de la fécondité et contexte local au Maroc rural. Une application des modèles multi-niveaux ( <i>Bruno Schoumaker</i> )	129
Chapitre 9 : La transition de la fécondité en Iran islamique ( <i>Marie Ladier-Fouladi</i> )	145
Chapitre 10 : Vers deux modèles de transition de la fécondité en Afrique sub-saharienne ? ( <i>Patrice Vimard et Raïmi Fassassi</i> )	157

Chapitre 11 : Mobilité sociale et fécondité à Bamako (Mali) <i>(Richard Marcoux et Victor Piché)</i>	171
Chapitre 12 : Arbitrage entre qualité et quantité d'enfants et baisse de la fécondité en milieu rural : le cas des femmes de la Vallée du Mono <i>(Kokou Vignikin)</i>	187

## **Partie IV : Nuptialité et fécondité des adolescents** 199

Chapitre 13 : Évolution des comportements matrimoniaux et fécondité au Bénin <i>(Mouftaou Amadou Sanni)</i>	201
Chapitre 14 : L'activité sexuelle entre puberté et procréation au cœur des transitions au sud <i>(Benoît Ferry)</i>	213
Chapitre 15 : Sexualité et fécondité des adolescents : évolutions récentes en milieu rural sénégalais <i>(Valérie Delaunay)</i>	225
Chapitre 16 : Amitiés, sexualité et avortement en milieu scolaire. Le cas de la ville de Kikwit (République Démocratique du Congo) <i>(Séraphin Ngondo a Pitshandenge)</i>	241

## **Partie V : Planification familiale et contraception** 251

Chapitre 17 : L'utilisation des méthodes contraceptives en Afrique : de l'espacement à la limitation des naissances ? <i>(Akam Evina et Kishimba Ngoy)</i>	253
Chapitre 18 : Étude comparative des déterminants de la pratique contraceptive moderne en Afrique <i>(Eliwo Akoto et Hélène Kamdem)</i>	269
Chapitre 19 : Impact de la distribution de produits contraceptifs en milieu rural au Burkina Faso : le cas du Bazèga <i>(Banza Baya)</i>	287
Chapitre 20 : Condition féminine, milieu social, planification familiale et santé infantile au Maroc <i>(Aurora Angeli et Silvana Salvini)</i>	301
Chapitre 21 : Niveau, structure et raisons de la discontinuation de la contraception au Maroc <i>(Ali El Youbi)</i>	315
Chapitre 22 : La demande insatisfaite de contraception au Nordeste du Brésil <i>(Elisabete de Carvalho)</i>	327

## **Partie VI : Statut de la femme et autres déterminants** 343

- Chapitre 23 : Attitudes des femmes à l'égard d'une planification  
des naissances en contexte africain d'agriculture de rente 345  
(*Agnès Adjamagbo*)
- Chapitre 24 : Fécondité et statut des femmes dans le ménage au Cameroun 357  
(*Christine Tichit*)
- Chapitre 25 : Pauvreté et fécondité au Maroc 371  
(*Aziz Ajbilou*)
- Chapitre 26 : Baisse de la fécondité et demande d'éducation  
à Antananarivo (Madagascar) 379  
(*Diane Coury et Nicolas Razafindratsima*)
- Chapitre 27 : Politique de population et transition démographique  
dans les pays d'Afrique à forte stérilité 393  
(*Denis Nzita Kikhela*)
- Chapitre 28 : Le confiage des enfants, alternative à une transition de crise 407  
(*Bonayi Dabire*)

## **Partie VII : Le rôle des politiques de population** 343

- Chapitre 29 : Le rôle des politiques de population dans la transition  
de la fécondité : l'exemple de la Thaïlande 425  
(*Nicole Bella*)
- Chapitre 30 : La transition démographique en Algérie :  
réflexions sur l'avenir 441  
(*Abdellaziz Bouisri*)
- Chapitre 31 : Transitions démographiques contrastées :  
Argentine, Brésil et Chili 457  
(*Philippe Hamelin*)
- Chapitre 32 : Environnement institutionnel et transition  
de la fécondité au Cameroun 469  
(*Simon David Yana*)
- Chapitre 33 : Politique de développement économique, politique migratoire  
et changement de la fécondité en milieu rural forestier ivoirien 481  
(*Richmond Tiemoko*)

## **Synthèse** 493 (*Daniel Sala-Diakanda*)

- Annexe :** 499
- Les troisièmes Journées Scientifiques du Réseau démographie de l'UREF 501
- A : Organisation et déroulement 501
- B : Programme 502



# **INTRODUCTION**



# Introduction : Les transitions démographiques à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

*Francis Gendreau<sup>1</sup> et Victor Piché<sup>2</sup>*

Les questions suscitées par la transition démographique retiennent l'attention des démographes depuis de nombreuses années. L'objectif de cet ouvrage issu des Journées scientifiques du Réseau Démographie de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)<sup>3</sup>, est de contribuer à la réflexion collective et au débat sur ces questions, importantes non seulement d'un point de vue théorique, mais pour les politiques de population et de développement mises en œuvre. En ce sens, il s'inscrit dans la dynamique qui fait suite à la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994, et dont la communauté internationale a dressé le bilan en 1999, cinq ans après.

De plus, il paraît particulièrement opportun pour les pays n'ayant amorcé que depuis peu la baisse de leur natalité (dont beaucoup sont francophones), d'explorer les scénarios possibles de la poursuite de leur transition. D'ailleurs, le thème de cet ouvrage reprend celui des travaux menés depuis 1995 dans le cadre de l'action de recherche concertée (ARC) sur « les transitions démographiques » lancée par l'AUF et réalisée par 8 équipes<sup>4</sup>. Enfin, ce thème constitue une suite logique aux précédentes Journées du Réseau sur « Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud » puisque certaines interrogations lancées lors de ces Journées [2] trouvent un prolongement naturel ici.

Avant d'aller plus loin dans cette réflexion, il nous semble utile d'examiner le contexte idéologique dans lequel se sont développées les théories de la transition démographique. Notre discipline, comme toute autre, se développe et progresse en effet dans des situations historiques déterminées et au sein de communautés scientifiques constituées dans des sociétés présentant des caractéristiques et des dyna-

---

1. Chercheur à l'IRD, président du Conseil du CICRED, coordonnateur du Réseau Démographie de l'AUF.

2. Directeur du Département de Démographie de l'Université de Montréal.

3. Ces Journées scientifiques, les troisièmes du Réseau, se sont tenues à Rabat (Maroc) du 9 au 12 Décembre 1999 et ont été co-organisées avec l'Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA). On trouvera en annexe une présentation de ces Journées.

4. Cette Action de recherche concertée (ARC) regroupe des équipes du CEPED (Paris), du CERPOD (Bamako), de l'IFORD (Yaoundé), de l'IDP (Université de Paris IV), de l'INSEA (Rabat), de l'IRD (Marseille), de l'URD (Lomé) et du Département de démographie de l'Université de Montréal. Son objet est l'étude de la transition démographique en Afrique à partir du cas de 8 pays (Maroc, Tunisie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun) et de leur comparaison avec quelques autres (Égypte, Kenya, Algérie).

miques données. Ensuite, nous brosserons un panorama des transitions démographiques en cours dans le monde contemporain, notamment dans les régions et pays étudiés dans les différents chapitres de cet ouvrage, en nous limitant volontairement à ce stade à une approche descriptive et quantitative permettant de poser le cadre des travaux présentés. Enfin, dans une troisième partie, nous introduirons les différents chapitres qui, de façon souvent approfondie, replacent ces évolutions dans leur contexte économique et social pour les caractériser et mettre en évidence les dynamiques à l'œuvre.

## Les théories de la transition démographique : de la modernisation à la mondialisation

On peut dire que le XX<sup>e</sup> siècle aura été le siècle où les travaux des démographes auront été dominés par le schéma de la transition démographique. Déjà, dans les années quarante, tant en France qu'aux États-Unis, l'accumulation de statistiques démographiques, encore très modeste certes, commençait à révéler des signes de transformations importantes dans la dynamique des populations. Mais au-delà des chiffres et des courbes si caractéristiques des travaux démographiques depuis lors (voir la seconde partie ci-après), ce sont les interprétations des changements en cours et projetés qui fascineront les historiens de demain. C'est que ces interprétations sont indissociables des évolutions sociales et politiques qui ont marqué la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, la transition démographique et la croissance qu'elle aura engendrée n'auront été qu'une parenthèse très courte et atypique de l'histoire démographique. Cette parenthèse aura eu pourtant des conséquences considérables sur cette histoire. C'est sans doute ce qui explique la place prépondérante qu'elle occupe dans les écrits démographiques : la transition et les théories qui tentent de la circonscrire, constituent ainsi des enjeux cruciaux ancrés dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et qui continueront à mobiliser les chercheurs pour une bonne partie du XXI<sup>e</sup> siècle. Sans prétendre écrire l'histoire de ces enjeux, nous proposons quelques pistes de réflexion qui permettent de situer les travaux présentés ici dans leur contexte socio-historique et d'en dégager les enjeux actuels.

### *Évolutionnisme et modernisation*

Les premières formulations de la théorie de la transition démographique sont apparues en pleine période coloniale et sont fortement teintées d'évolutionnisme. *Les théories de la modernisation* sont dominantes et présentent les sociétés traditionnelles et non industrialisées (vocabulaire du temps) comme des miroirs inverses des sociétés industrialisées et modernes. Les sociétés traditionnelles sont alors décrites essentiellement en référence aux sociétés modernes par une série de manques ou d'insuffisances : manque de capitaux, insuffisance des marchés intérieurs, importance du passé, absence de planification, absence de structures politiques démocratiques, absence de rationalisme, etc. Dans une perspective évolutionniste, ces sociétés se développeront en adoptant des structures plus modernes et bien sûr les attitudes qui les sous-tendent. La *théorie structuro-fonctionnaliste* en sociologie et en anthropologie et la *théorie néo-libérale* en économie viendront apporter un support scientifique

à ces conceptions. Ce qu'il est intéressant de souligner, c'est l'accent mis sur les facteurs macrostructurels comme moteurs de la transition vers la modernité, en particulier l'industrialisation et l'urbanisation. Il s'agit bel et bien d'une théorie globale de la société<sup>5</sup>.

Appliquée à la démographie, la *théorie évolutionniste* postule que la transition démographique est ou sera le produit des transformations structurelles profondes accompagnant la modernisation économique d'abord, et la modernisation sociale et culturelle ensuite. Notons que dans ces premières formulations, la fécondité n'est pas isolée de son contexte familial ni des autres phénomènes démographiques, en particulier la baisse de la mortalité infantile et la migration rurale-urbaine.

Cette approche ne résistera pas à la grande vague anticommuniste qui caractérisera le monde occidental après la deuxième guerre mondiale. En particulier, l'hégémonie américaine s'étendra à tous les domaines, y compris celui de la démographie des pays sous-développés (pour reprendre la terminologie de l'époque). Avec l'Amérique Latine et l'Asie d'abord, puis l'Afrique ensuite comme « terrains » de recherche, les fonds américains vont nourrir les recherches démographiques. En effet, la croissance démographique rapide des pays sous-développés est considérée comme une menace pour le monde occidental dans la mesure où elle engendre pauvreté, misère des masses et sous-développement, ingrédients favorisant l'expansion du communisme. La causalité scientifique se trouve en quelque sorte inversée presque du jour au lendemain et par ceux-là mêmes qui avaient contribué à développer l'approche macrostructurelle [4]. Un tel revirement ne doit pas surprendre si l'on se réfère au climat idéologique de l'époque.

L'enjeu scientifique tourne alors autour de la question : comment ralentir la croissance démographique ? Ce n'est pas un hasard si c'est à cette époque que les fondations américaines (dont le Population Council) financent les premières grandes enquêtes sur la fécondité (et les premiers programmes de planification familiale) dans les pays du Tiers Monde. Le support scientifique est alors fourni par l'apparition d'un nouveau modèle analytique qui, jusqu'à aujourd'hui, dominera la recherche démographique : le modèle des « variables intermédiaires » de Davis et Blake [1]. Encore une fois, ce n'est pas un hasard si un modèle assez limité deviendra universel et incontournable. En effet, il produira deux effets durables sur la théorie de la transition démographique : il éloignera l'attention des facteurs macrostructurels pour la concentrer sur les facteurs micro-individuels, en particulier la planification familiale, et il isolera la fécondité de son contexte familial [5]. Dès lors, si la transition démographique est toujours souhaitable et souhaitée, la théorie scientifique, ne pouvant pas attendre que les transformations structurelles se réalisent, énonce dorénavant que les comportements démographiques peuvent être changés par des campagnes d'information, d'éducation et de communication (IEC). Certes, il existe quelques voix discordantes se réclamant du féminisme et du marxisme et insistant sur les inégalités sociales produites par un système économique mondial lui aussi fortement inégalitaire, et qui sous-tendent les différences de comportements démographiques. En démographie, ces voix sont demeurées fortement périphériques.

Depuis quelques années, nous assisterions à un certain « révisionnisme », du moins selon quelques auteurs américains (voir par exemple [4]). Le contexte des deux der-

---

5. On trouvera dans [7] les références aux auteurs qui ont développé les théories de la transition démographique.

nières décennies du siècle y est certainement pour quelque chose : en effet, l'effondrement du bloc communiste a modifié les rapports de force internationaux et mis fin à ce que l'on appelait la guerre froide. L'hégémonie du monde occidental semble pour le moment acquise, de sorte que l'attention se porte de nouveau sur des facteurs plus macrostructurels et institutionnels, la théorie de la mondialisation constituant le nouveau paradigme des sciences sociales actuelles.

## *Mondialisation, crises et pauvreté*

La pauvreté des pays en développement est maintenant considérée comme le résultat de deux phénomènes inter-reliés : l'insuffisance de compétitivité sur le marché mondial et l'absence d'institutions démocratiques, en particulier l'étouffement de la société civile par des Etats interventionnistes, autoritaires, voire dictatoriaux. L'idéologie de la mondialisation suppose que le développement économique est et sera engendré par la libéralisation des marchés, l'ouverture aux marchés mondiaux (ce que les anglophones appellent « export-led development »), le développement de structures démocratiques, le retrait de l'État des activités économiques et son corollaire, la privatisation. La théorie de la mondialisation ne serait-elle qu'une version actualisée de la théorie de la modernisation ?

L'impact de ce nouveau courant de pensée sur la démographie des pays en développement n'est pas encore très apparent, encore qu'en Afrique, « terre d'innovation » [6], on peut déjà entrevoir de nouvelles pistes de recherche qui enrichiront la théorie de la transition démographique. Dans le prolongement de la théorie de la mondialisation, au moins deux nouvelles approches peuvent être d'ores et déjà identifiées comme pouvant marquer la recherche démographique au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Premièrement, les effets des nouvelles politiques de développement axées sur l'ajustement structurel ont exacerbé les « crises » africaines. Après plus d'une dizaine d'années de ce régime économique, il est clair aujourd'hui que ce modèle accroît les inégalités socio-économiques entre pays et entre groupes dans un même pays. La recherche démographique africaine n'a pas tardé d'ailleurs à montrer les effets des crises sur les comportements démographiques, comme en témoignent les précédentes Journées scientifiques du Réseau Démographie de l'AUF sur « Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud » déjà mentionnées [2]. Une des avancées importantes de ces recherches aura été de démontrer, s'il le fallait encore, que les comportements démographiques ne se laissent pas facilement réduire à un ou deux facteurs et que les stratégies des ménages sont complexes et multiples. Les individus, les couples, les ménages utilisent les options disponibles selon les contraintes spécifiques qu'ils vivent dans leur famille, leur quartier, leur village, leur pays, leur région. De ce point de vue, les effets de la crise ne sont pas univoques et peuvent toucher le mariage (par exemple retard de l'âge au mariage, séparation, divorce), la maladie et la mort (par exemple diminution du recours aux soins de santé), la migration, la déscolarisation, etc. Un des grands scandales de la période actuelle est l'accès inégal aux soins de santé, qui se traduit en Afrique par une augmentation de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle et de la mortalité due au VIH/sida.

Le deuxième effet de la mondialisation, que celle-ci soit réelle, souhaitée ou purement idéologique, sera de détruire le mur qui sépare depuis trop longtemps la recherche dans les pays développés et celle dans les pays en développement. Contrairement au premier point, celui-ci peut s'avérer positif dans la mesure où les populations et les

groupes subissant les effets de la mondialisation ne sont pas tous cantonnés dans « les réserves » du Sud. La pauvreté et ses effets se font sentir partout. Ainsi, des problématiques communes sont en émergence concernant par exemple les défis de l'insertion des populations migrantes, la défense des droits de la personne en relation avec les migrations de refuge et les droits sociaux (y compris le droit à la santé, à l'éducation et à l'égalité entre les hommes et les femmes), le développement de modèles pluralistes, etc. On voit à quel point la démographie, qui s'est trop souvent tenue à l'écart des grands problèmes de l'heure, devra reprendre son indépendance (par exemple face aux bailleurs) et redéfinir ses priorités de recherche en lien étroit avec de nouveaux partenaires sociaux davantage issus de la société civile. La théorie de la transition démographique ne pourra plus être uniquement une théorie de la baisse quantitative de la fécondité mais une théorie qui montre la voie de la transition vers un régime démographique équitable pour tous. Pour certains, cela peut ressembler au Programme d'action du Caire. Nous sommes en effet convaincus que ce programme constitue certainement un pas énorme dans la direction d'une plus grande équité démographique. Mais pour nous, ce programme souffre d'un grave défaut, celui de ne pas prendre véritablement en compte la question des relations entre la population, la croissance économique et le développement durable. Ce champ et la théorie de la transition démographique qui le sous-tend, restent à l'heure de la mondialisation plus ouverts que jamais.

## Du XX<sup>e</sup> AU XXI<sup>e</sup> siècle, des transitions aux multiples visages

La transition démographique s'est donc imposée progressivement comme mode de description de l'évolution de la plupart des populations du monde. Mais si les démographes admettent généralement sa portée universelle, il n'en demeure pas moins que les différents pays du monde se trouvent à des étapes différentes de leur transition : certains l'ont achevée, ou presque, d'autres n'en sont encore qu'à la première phase, celle de la baisse de la mortalité, la baisse de la natalité ne s'étant pas encore amorcée. Ce dernier cas est notamment celui de certains des pays de l'Afrique subsaharienne. Dans d'autres pays, la baisse de la natalité n'est amorcée que depuis peu de temps.

Par ailleurs, au-delà d'une formulation très générale réduisant la théorie « à une expression presque squelettique » [3], la transition se manifeste selon des modalités très diverses. Dans la réalité, on observe en effet de grandes variations dans les conditions pré-transitionnelles, dans le décalage entre l'amorce de la baisse de la mortalité et celle de la baisse de la natalité, dans le rythme de chacune de ces baisses, dans les changements de la nuptialité, etc. De plus, la transition, censée se produire dans un contexte de progrès économique et social (la « modernisation »), apparaît et se poursuit aujourd'hui dans des situations de crise, au point que l'on parle parfois de transition de crise ou de transition de pauvreté. Enfin, la transition peut connaître des hoquets liés à ces crises, notamment des retours en arrière dans la baisse de la mortalité.

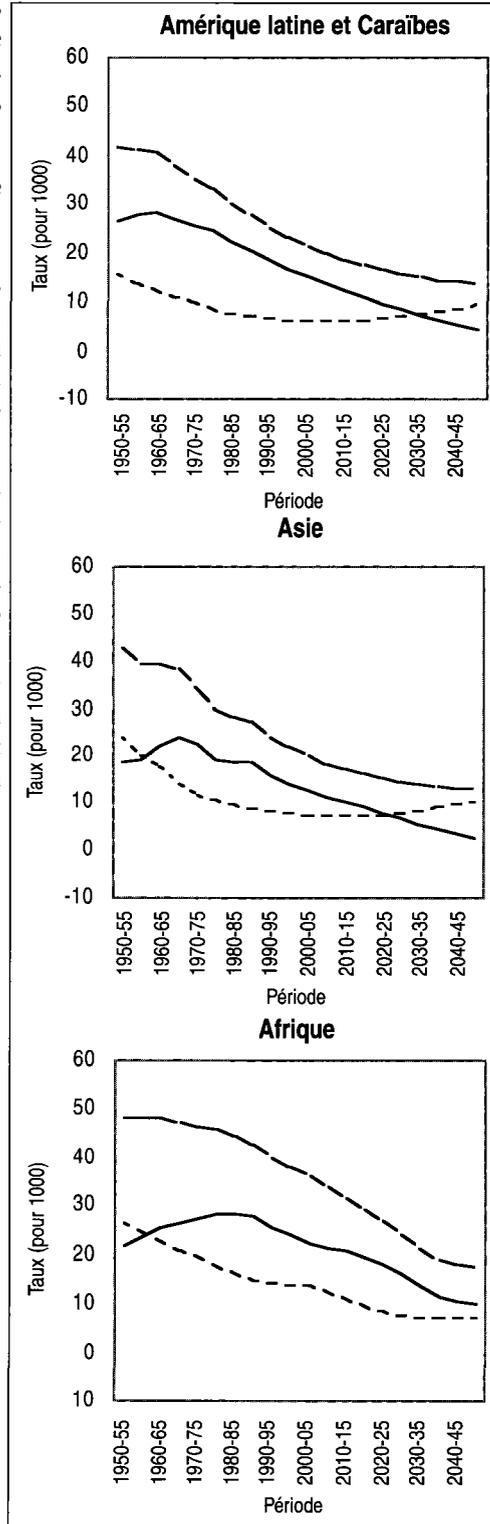
Pour donner un aperçu de cette diversité, nous nous appuyons sur les dernières évaluations et perspectives des Nations Unies [9] pour examiner les évolutions de quelques ensembles (Amérique latine, Asie et Afrique) et des pays étudiés dans les différents chapitres de cet ouvrage.

- Argentine, Brésil et Chili en Amérique latine ;
- Iran, Thaïlande et Turquie en Asie ;
- Algérie, Maroc, Tunisie (Maghreb), Cameroun, Congo (Rep. Dem.), Kenya, Madagascar (Afrique du centre et de l'est), Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal (Afrique de l'ouest).

La figure 1 fournit les différents schémas de transition de chacun des trois continents et des 18 pays, sous la forme classique des courbes des taux de natalité, de mortalité et d'accroissement naturel pour la période couverte par les perspectives des Nations Unies : 50 ans de reconstitution (1950-2000) et 50 ans de projection (2000-2050)<sup>6</sup>. Les figures 2 et 3 apportent quelques premiers éléments d'explication à travers les évolutions respectives de l'espérance de vie à la naissance et de l'indice synthétique de fécondité.

6. Il s'agit de la variante moyenne des Nations Unies fondée sur une poursuite de l'accroissement de l'espérance de vie (à l'exception des 34 pays les plus touchés par la pandémie du SIDA qui est prise en compte) et de la baisse de la fécondité jusqu'à son niveau de remplacement en fin de période.

**Figure 1 : La diversité des transitions démographiques, 1950-2050**



**Figure 1 (suite 1) : La diversité des transitions démographiques, 1950-2050**

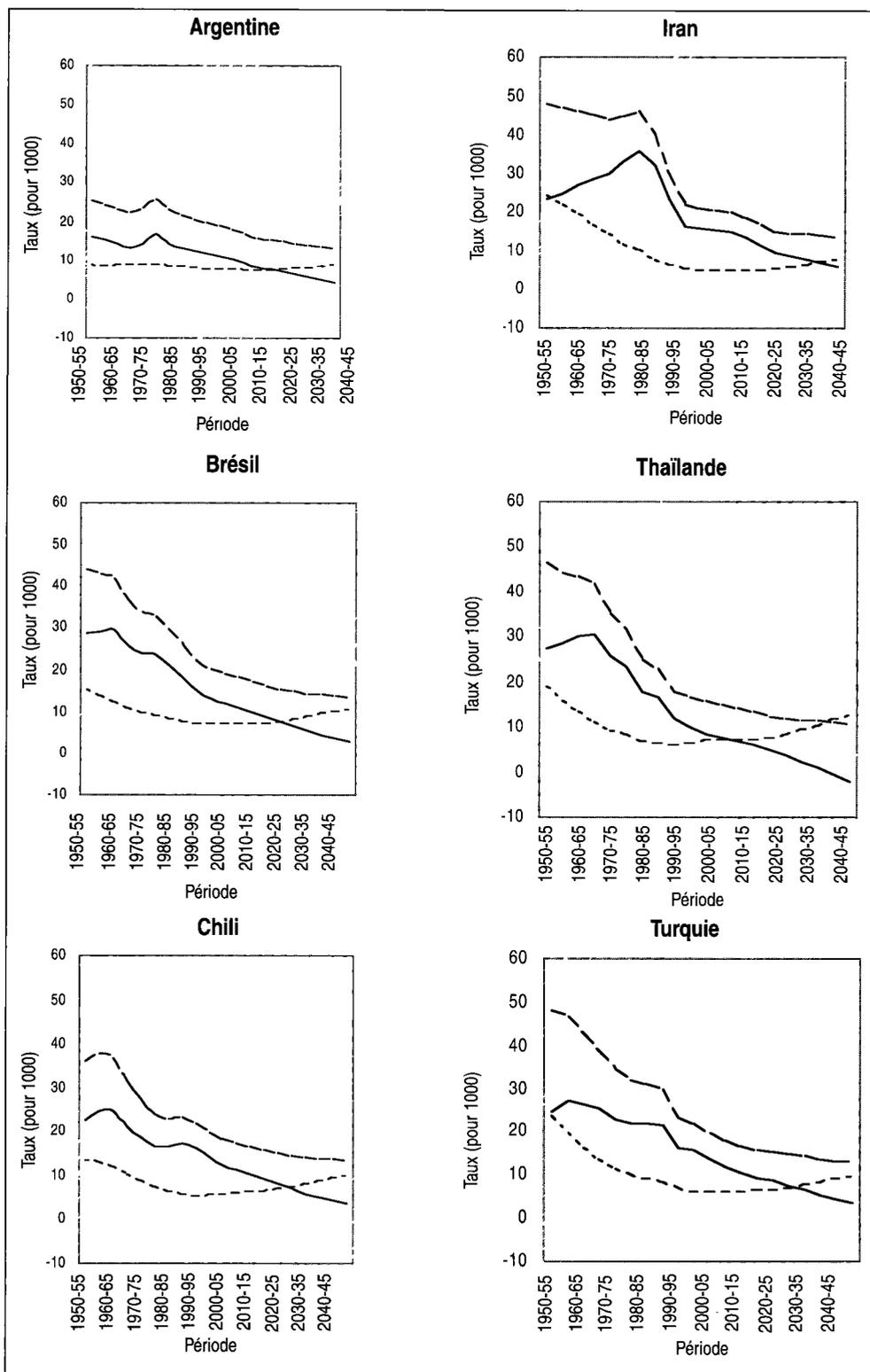


Figure 1 (suite 2) : La diversité des transitions démographiques, 1950-2050

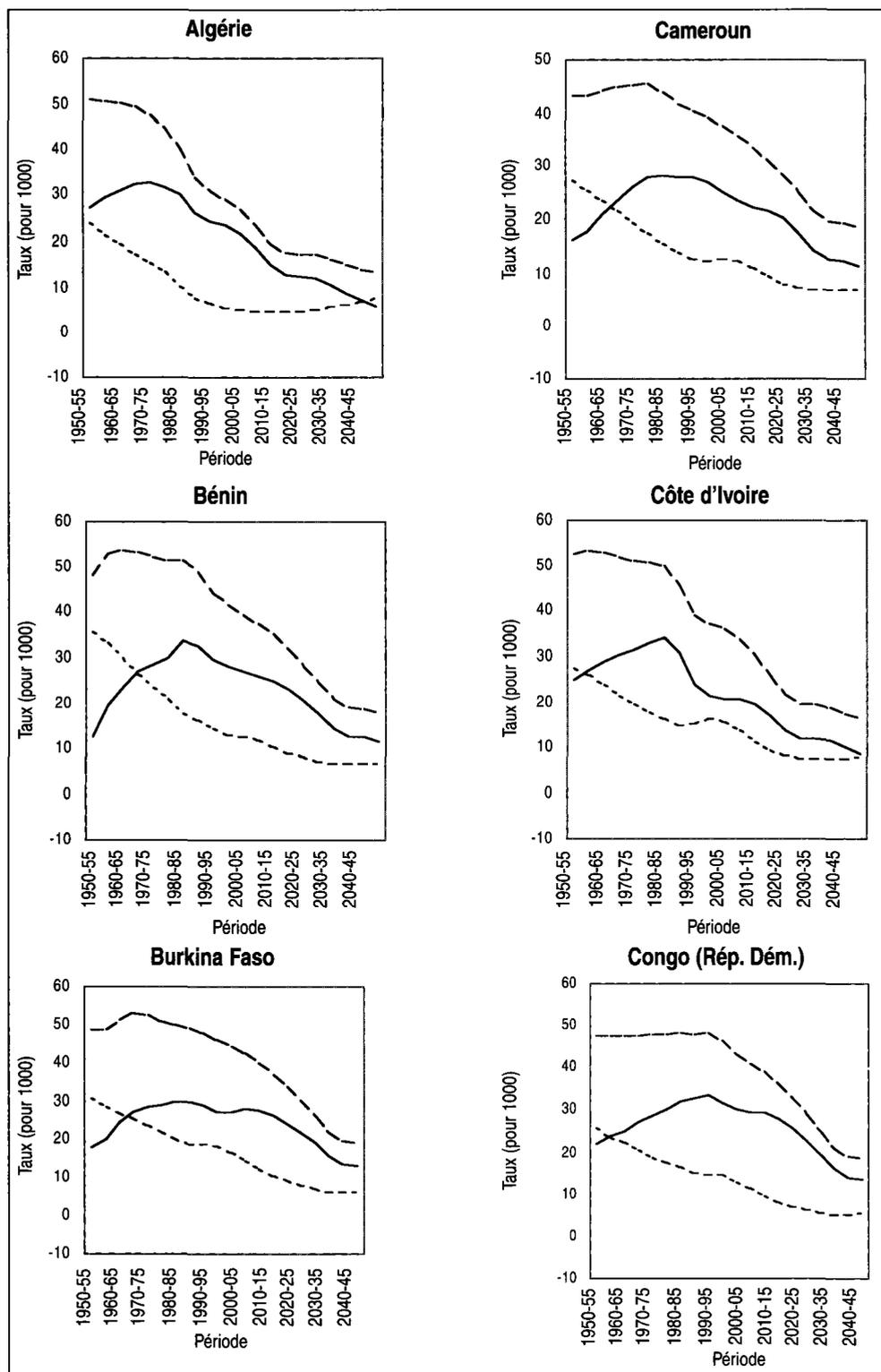
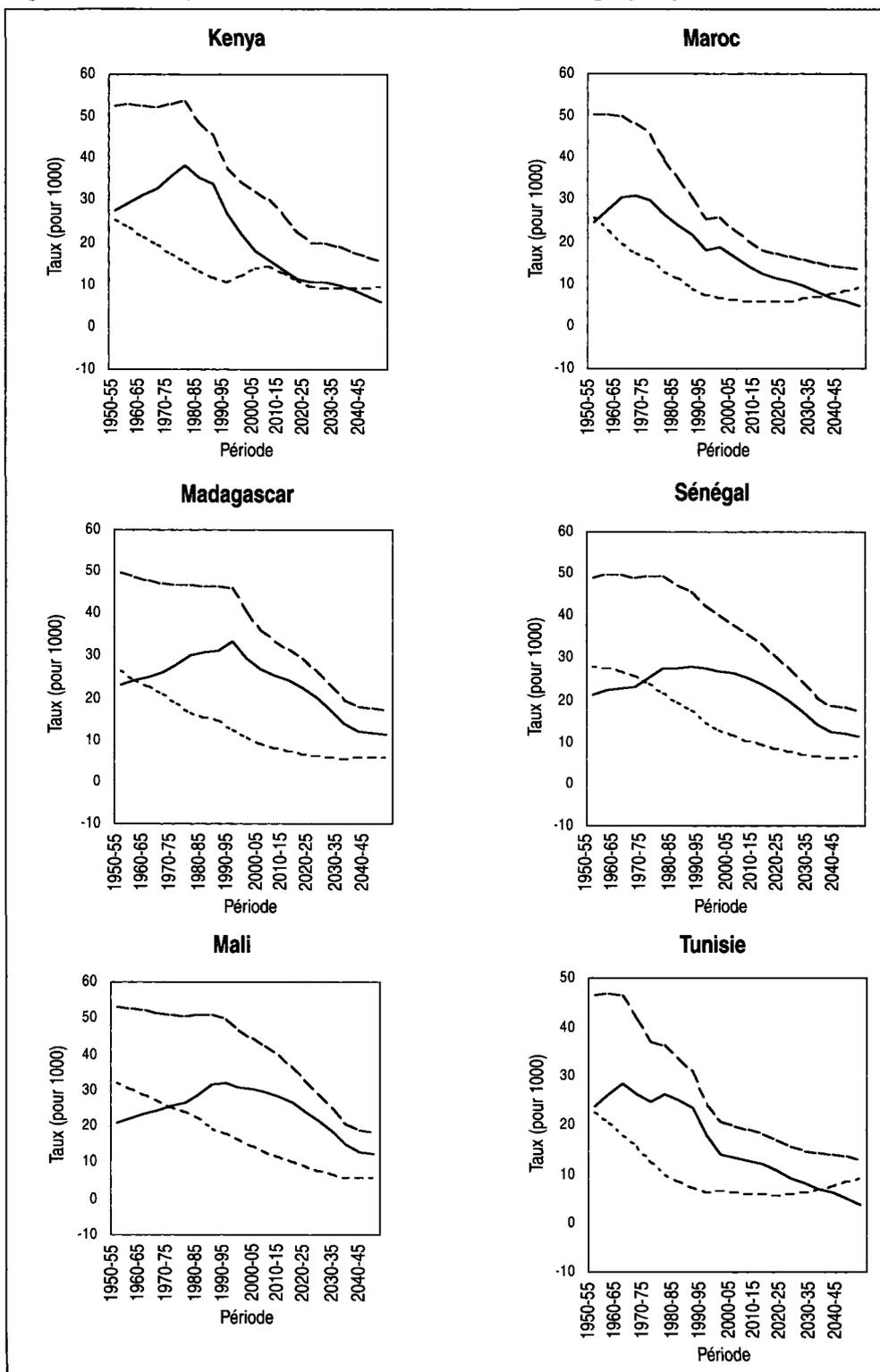


Figure 1 (suite 3) : La diversité des transitions démographiques, 1950-2050



## Mortalité

En 1950, les pays sous revue présentaient une grande dispersion dans leurs taux bruts de mortalité : certains pays, comme l'Argentine (9,1‰), ayant déjà atteint des niveaux très faibles, alors que pour tous les pays d'Afrique sub-saharienne, ce taux était encore supérieur à 20‰ et atteignait 35,8‰ au Bénin. L'éventail va donc, pour notre échantillon, de 1 à près de 4. En même temps que la mortalité se réduisait, l'éventail s'est un peu réduit depuis (de 1 à un peu plus de 3 aujourd'hui). La remontée des courbes en fin de période de projection n'est due qu'à l'effet de la transformation de la structure par âges. Par contre, les petits pics de mortalité constatés sur certaines courbes sont dues à l'épidémie de sida, notamment en Côte d'Ivoire et au Kenya.

L'examen de l'évolution de l'espérance de vie confirme la grande dispersion de début de période, qui se réduit par la suite dans le mouvement général de baisse de la mortalité, avec quelques accidents de baisse temporaire de l'espérance de vie : 1,5 ans au Burkina Faso entre 1985-90 et 1995-00, 1,0 ans au Cameroun entre 1995-00 et 2005-10, 0,9 ans au Congo (R. D.) entre 1990-95 et 1995-00 ; mais surtout 4,1 ans en Côte d'Ivoire entre 1985-90 et 1995-00, et 9,2 ans au Kenya entre 1985-90 et 2005-10.

## Natalité, fécondité

L'évolution des taux bruts de natalité est plus complexe puisque dans notre échantillon de 18 pays, la moitié présente des courbes constamment décroissantes alors que l'autre moitié affiche des courbes avec un maximum. On retrouve une certaine dispersion entre les valeurs maximales de chaque pays (valeur pour 1950-55 ou maximum plus tardif), mais cette dispersion est moins marquée que pour les taux de mortalité ; toutefois, elle s'est accrue du fait des décalages dans les débuts de baisse de la natalité. L'examen de l'évolution des indices synthétiques de fécondité confirme ces grandes tendances, mais surtout nous permet d'apprécier les périodes d'amorce de la baisse de la fécondité, par exemple en prenant pour critère une baisse supérieure à 5 % (Tab. 1). On voit sur ce tableau les différents pays s'inscrire progressivement dans la baisse de la fécondité, celle-ci étant, d'après les Nations Unies, déjà amorcée dans tous les pays sous revue sauf le Burkina Faso et le Congo (R. D.).

## Taux d'accroissement naturel

Comme prévu par le schéma de la transition démographique, les courbes des taux d'accroissement naturel présentent toutes un maximum (sauf pour l'Argentine dont le maximum est antérieur à la période retenue). La période à laquelle est atteint ce maximum et la valeur de ce maximum figurent au tableau 1.

Ce tableau montre bien les décalages temporels entre les différents pays et continents ainsi que les valeurs élevées atteintes par ces taux maximaux du fait du délai souvent long séparant les débuts des baisses de la mortalité et de la natalité. Pour les 17 pays examinés, le taux maximal est toujours supérieur à 2,7 % et dépasse 3 % dans 11 cas.

Finalement, on se trouve dès ce stade descriptif en présence d'une très grande diversité. Cette diversité demande à être étudiée à la lumière des données accumulées par les enquêtes réalisées au cours des dernières années, pour la rendre intelligible, dresser une typologie des situations, voire examiner les cas où le schéma serait remis en question. Cette étude doit être menée en mettant en relation les évolutions démographique et socio-économique et en examinant le rôle joué par les politiques de population.

Figure 2 : Évolution des espérances de vie à la naissance, 1950-2050

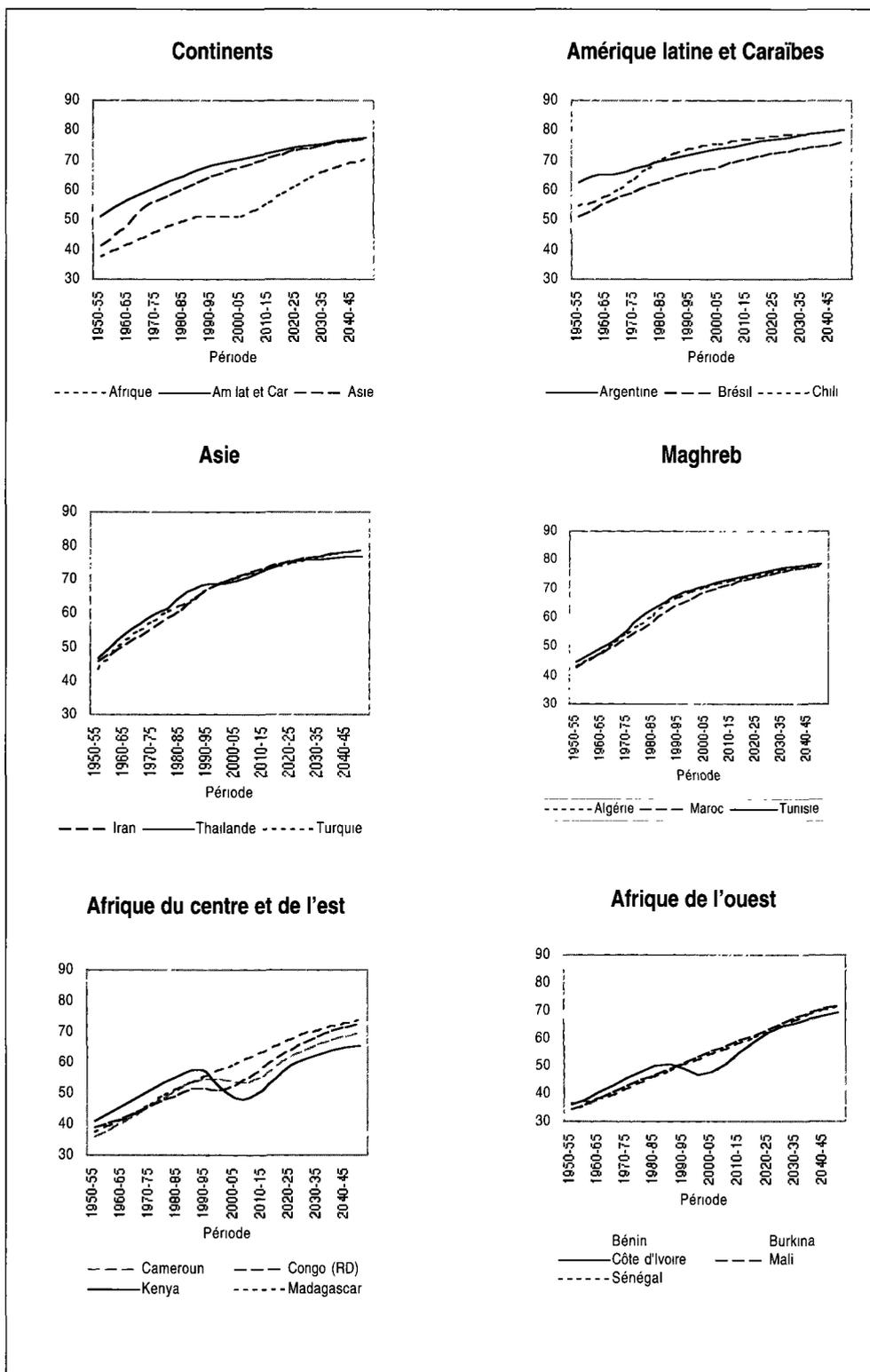
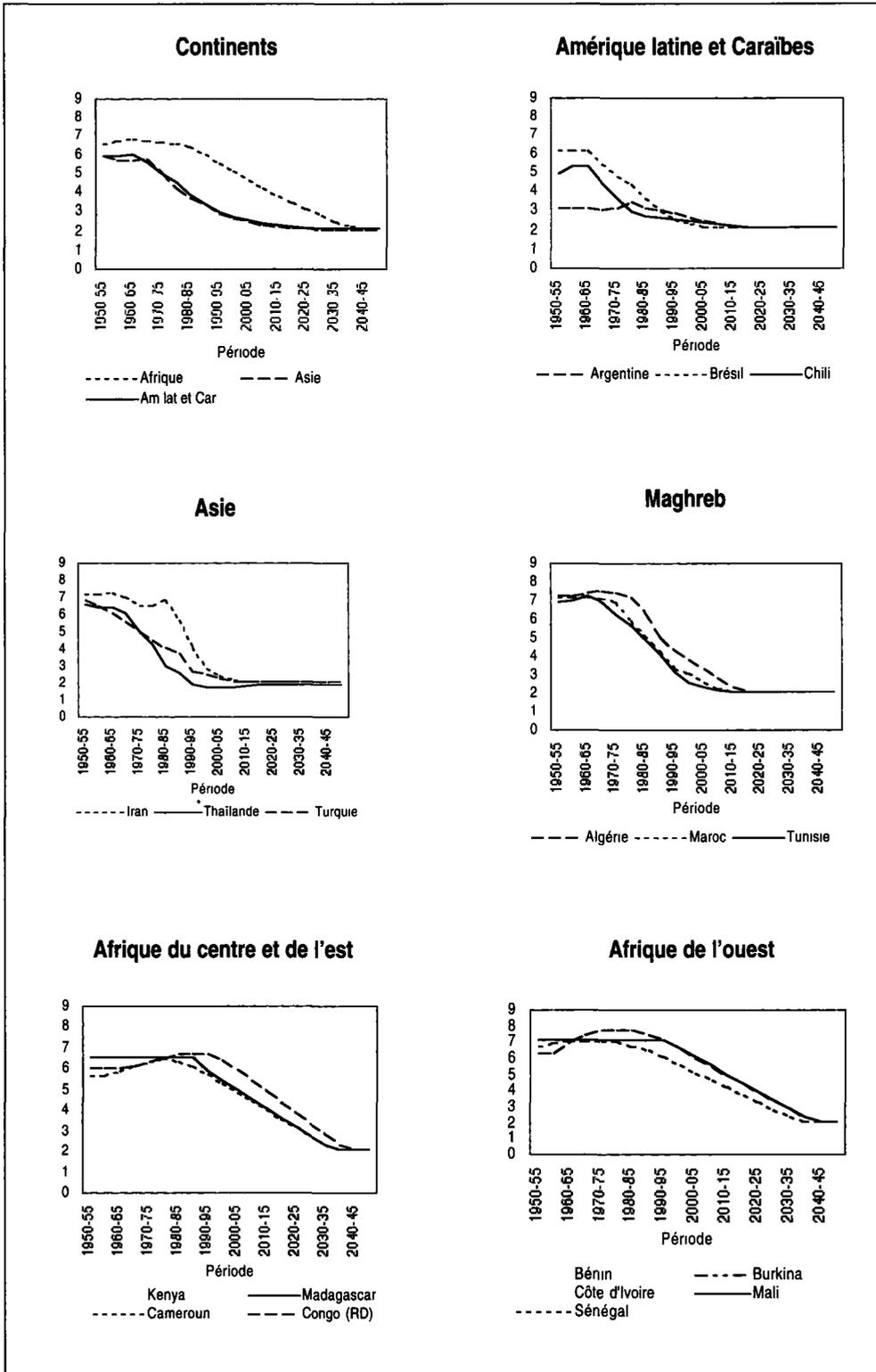


Figure 3 : Évolution des indices synthétiques de fécondité, 1950-2050



**Tableau 1 : Amorce de la baisse de la fécondité et maximum de l'accroissement naturel**

Pays, Continent	Période d'amorce de la baisse de la fécondité	Maximum de l'accroissement naturel	
		Période	Valeur (%)
Argentine	Avant 1950	Avant 1950	—
Turquie	1960	1955-60	2,70
Chili	1965	1955-65	2,46
Amérique latine et Caraïbes	1965	1960-65	2,85
Brésil	1965	1960-65	2,96
Tunisie	1970	1960-65	2,86
Asie	1970	1965-70	2,42
Thaïlande	1970	1965-70	3,04
Maroc	1975	1965-70	3,08
Algérie	1980	1970-75	3,26
Kenya	1980	1975-80	3,81
Afrique	1985	1980-85	2,85
Côte d'Ivoire	1985	1980-85	3,41
Iran	1985	1980-85	3,56
Bénin	1990	1980-85	3,37
Cameroun	1990	1980-85	2,82
Sénégal	1990	1985-90	2,78
Madagascar	1990	1990-95	3,33
Mali	1995	1990-95	3,20
Burkina Faso	2005	1980-90	3,00
Congo (R. D.)	2005	1990-95	3,35

## Présentation de l'ouvrage

### *Approche générale*

La diversité des modalités de réalisation de la transition démographique est soulignée par quelques chapitres qui se placent d'un point de vue assez général et qui fournissent à l'ouvrage un cadre de référence. Lorenzo AGAR et Marcela FERRER montrent ainsi qu'en Amérique latine, la transition n'est pas engagée de façon uniforme, que les trajectoires suivies sont multiples et que diverses situations démographiques coexistent, liées aux profils socio-économiques des différents pays. Maria Eugenia COSIO-ZAVALA affine cette analyse en identifiant deux modèles de

transitions démographiques en Amérique latine : celui vécu par les couches sociales privilégiées et rapidement modernisées et celui vécu par les couches défavorisées (le *malthusianisme* est alors induit par des conditions de vie précaires et une offre abondante de moyens contraceptifs : c'est le *malthusianisme* de pauvreté). Par conséquent, « dans l'analyse des transitions démographiques, il faut réintroduire une dimension sociale » et « le développement social est une condition tout à fait nécessaire à une véritable transition démographique ».

Pour le Maghreb, Ali KOUAOUCI analyse la transition démographique comme un phénomène pénible, douloureux pour la société car il implique des changements considérables dans la famille, le marché du travail et même le système politique, « changements que la jeunesse réussira peut-être à imposer ». Enfin, Victor PICHÉ et ses coauteurs, à propos de l'Afrique, introduisent la migration dans le schéma de la transition démographique, estimant que « la théorie de la transition démographique intègre l'ensemble des phénomènes démographiques » et soulignent l'importance des stratégies familiales : « seule l'approche des stratégies familiales permet de cerner la totalité du régime démographique dans les sociétés africaines ».

### *La baisse de la mortalité, amorce de la transition*

L'accent mis dans l'étude de la transition démographique sur la fécondité renvoie souvent au second plan l'étude de la baisse de la mortalité. Même si celle-ci est abordée, ce n'est pas en elle-même, c'est le plus souvent par rapport à la fécondité (la baisse de la mortalité infantile comme condition de celle de la fécondité). Pourtant, la diversité des modalités de la baisse de la mortalité mérite qu'on s'y arrête. C'est en tout cas ce à quoi nous invitent trois chapitres. Le premier, dû à Abdesselam FAZOUANE, examine les relations entre pauvreté et mortalité des enfants en milieu urbain au Maroc. Il montre que, s'il y a eu une forte baisse de la mortalité des enfants en milieu urbain marocain, la pauvreté introduit une grande hétérogénéité. Celle-ci est cohérente avec les analyses classiques, puisqu'il montre l'importance de facteurs comme la nutrition des enfants et l'éducation des mères.

Youssef COURBAGE, qui étudie la mortalité des enfants en Turquie, rappelle que celle-ci « reste une énigme » car on n'a pu expliquer son niveau relativement élevé (le taux de mortalité infantile est encore de 53 pour mille alors que la fécondité est à peine supérieure à 2 enfants par femme). Estimant que « la mortalité des enfants est un révélateur, aussi silencieux que significatif, des styles de vie, de la valeur relative accordée aux sexes et aux âges de la vie, ainsi que des normes culturelles régissant l'équilibre des pouvoirs entre générations », il étudie « l'environnement social non matériel », « l'atmosphère culturelle autour de l'enfant et de la mort ». Son analyse le conduit à conclure que les changements de mentalités et d'attitudes vis-à-vis de l'enfant ont été très lents et n'ont pas précédé ou accompagné le déroulement de la transition démographique. Nous sommes donc en présence d'un cas très particulier où la transition de la fécondité s'est déroulée à vive allure, alors que « la révolution de l'enfance n'a pas encore eu lieu » et devra donc la suivre.

Julie LEBEGUE enfin, à partir d'une étude portant sur un quartier spontané de Bamako (Mali), montre que la ville n'est pas forcément synonyme de progrès. Dans un contexte de crise économique et de paupérisation des ménages, la population vit à la lisière de l'exclusion sociale, le processus d'intégration urbaine s'est allongé et

avec lui le temps où existe un risque d'exclusion. Dans ces conditions, l'amélioration de la santé et la baisse de la mortalité des enfants risquent d'être compromises à cause d'une promiscuité croissante, d'une insalubrité généralisée et d'un accès difficile aux services de santé.

## *Le contexte de la transition de la fécondité*

Plusieurs chapitres permettent de comprendre l'importance du contexte culturel, social et économique dans la transition de la fécondité. C'est ainsi que Bruno SCHOUAKER, en utilisant les modèles multi-niveaux qui lui semblent bien adaptés à cela, montre l'importance de la prise en compte des différentes caractéristiques du contexte dans l'explication des changements récents de fécondité en milieu rural au Maroc. Marie LADIER-FOULADI, analysant les calendriers respectifs de la baisse de la fécondité et des mutations politiques en Iran, montre que la dynamique de la société est plus importante que les lois et les mesures politiques : la révolution de 1979 n'a pas interrompu la transition de la fécondité car cette dernière s'insère dans le mouvement long des sociétés, avec l'apparition de nouvelles logiques sociales et une nouvelle place de la femme dans la société. Patrice VIMARD et Raïmi FASSASSI, comparant les transitions au Kenya et en Côte d'Ivoire, montrent que des niveaux de fécondité voisins peuvent être obtenus avec des différences importantes non seulement dans les prévalences contraceptives ou dans les pondérations des déterminants proches, mais encore dans les modes de développement. Ils concluent en se demandant si l'on n'est pas en présence finalement d'un double modèle de transition de la fécondité en Afrique subsaharienne.

Ces analyses au niveau national sont complétées par deux études ponctuelles approfondies. Richard MARCOUX et Victor PICHÉ, revenant sur le cas de Bamako, n'y décèlent pas d'amorce de transition démographique de crise, malgré la dégradation du pouvoir d'achat, l'appauvrissement individuel et familial, et les difficultés grandissantes d'insertion sur le marché du travail. Il semble au contraire que la crise provoque l'entrée en activité des femmes et que celle-ci accélère l'arrivée d'une première et d'une deuxième naissance par rapport aux femmes qui demeurent au foyer. Ils concluent en reprenant l'interrogation de Jean-Marc ELA : « après l'ajustement structurel, va-t-on imposer à l'Afrique l'ajustement de la fécondité ? ». Kokou VIGNIKIN de son côté, plaide pour la réconciliation des approches démographique, économique et sociologique de la fécondité dans une tentative d'explication de la transition de la fécondité en milieu rural africain. A partir d'une enquête dans la vallée du Mono, zone rurale du Sud-Bénin, il montre que la baisse de la fécondité est liée à un changement des idéaux de fécondité, avec passage d'un idéal de quantité à un idéal de qualité.

## *Nuptialité et fécondité des adolescents*

Quatre chapitres permettent de saisir les changements qui se produisent dans les comportements en matière de nuptialité et de fécondité à l'âge crucial de l'adolescence. Sanni AMADOU, s'intéressant aux comportements matrimoniaux et aux formes d'unions au Bénin, analyse leur évolution, notamment sous l'effet de la crise. Mais il ne décèle pas encore d'effet notable sur la fécondité. Dans une analyse s'appuyant sur des données relatives à six pays, Benoît FERRY montre les bouleverse-

ments intervenus dans les comportements : dissociation entre activité sexuelle et mariage, entre activité sexuelle et conception, entre mariage et conception. Pour lui, la nuptialité n'est plus opérationnelle, elle est « disqualifiée » comme phénomène explicatif des transitions car la sexualité prémaritale devient la norme et tout se joue avant le premier mariage ou avant la première conception.

Valérie DELAUNAY rappelle que « la fécondité des adolescentes en Afrique n'est pas un fait récent puisque traditionnellement encouragée dans le cadre d'un mariage précoce. Le changement réside dans l'apparition de grossesses avant le mariage dans des sociétés où les normes l'interdisent ». A Niakhar, en milieu rural sénégalais, les comportements des adolescents en matière de sexualité, de procréation et de mariage se modifient : premier rapport sexuel (des garçons comme des filles) de plus en plus tôt avant le mariage, diminution de l'écart d'âge entre partenaires, accroissement du réseau des partenaires. Elle souligne le rôle que jouent les migrations vers Dakar.

Séraphin NGONDO a PITSHANDENGE insiste, dans le cas de la ville de Kikwit (RDC), sur la pratique de l'avortement en milieu scolaire. Le déclin de la fécondité ne passe pas ici par l'augmentation de la prévalence contraceptive, mais par le recours à l'avortement en l'absence de pratique contraceptive ; ce sont l'émancipation de la femme par la scolarisation, la dissociation entre sexualité et procréation, la volonté d'exercer un emploi, l'abandon des normes anciennes (valeur de la virginité, etc.), qui conduisent alors à l'avortement.

### *Planification familiale et contraception*

Akam EVINA et Kishimba NGOY procèdent à une comparaison entre neuf pays africains : deux du Maghreb, sept d'Afrique noire francophone. Les deux premiers en sont déjà au stade de la famille planifiée et sont donc passés de l'espacement à la limitation des naissances. Ce n'est pas le cas des sept autres où le désir d'enfant reste important et où l'utilisation de la contraception moderne demeure faible ; mais les auteurs indiquent l'apparition d'une certaine volonté de limiter la descendance, permise par la scolarisation et les discussions entre conjoints. Eliwo AKOTO et Hélène KAMDEM s'intéressent aux facteurs (macro et micro) favorisant la pratique contraceptive. Pour cela, ils comparent trois pays, le Cameroun, le Kenya et la Tunisie (le premier et le dernier étaient compris dans l'échantillon de la communication précédente). Ils reviennent sur l'environnement socio-politique, économique et culturel évoqué ci-dessus, qui influence les connaissances et les comportements des couples en matière de pratique contraceptive (en particulier moderne). Ils insistent surtout sur l'importance d'un appui réel, concret, de l'Etat et de la mise en place d'une structure forte chargée des divers aspects des programmes : coordination, adhésion populaire, IEC, etc. Les facteurs individuels qui favorisent le plus la pratique de la contraception moderne sont connus : la scolarisation féminine, l'activité économique, l'urbanisation. S'ils insistent sur l'influence prépondérante du mari, ils soulignent la nécessité de l'amélioration du statut de la femme pour que s'instaure une discussion entre l'homme et la femme et que la femme puisse participer à la prise de décision dans le ménage.

Banza BAYA analyse l'impact de la distribution à base communautaire des produits contraceptifs sur les comportements en matière de planification familiale en milieu

rural au Burkina Faso (région du Bazega). Il montre que, pour améliorer la couverture de la prévalence contraceptive, il faut s'appuyer sur les réseaux sociaux traditionnels car les points fixes que constituent les centres de santé sont trop « coupés » de la vie quotidienne des villageois. L'expérience de Bazega montre aussi que le succès des « volontaires communautaires » est mieux assuré s'ils ne parlent pas uniquement de planification familiale, mais aussi d'autres prestations, notamment en matière de mortalité des enfants.

Sur la question de la contraception, deux chapitres portent sur le Maroc. Aurora ANGELI et Silvana SALVINI retrouvent certaines des conclusions précédentes : liaison entre la baisse de la mortalité infantile et la pratique contraceptive ; importance de la résidence urbaine, du fait de pouvoir parler de la contraception avec le mari et du fait que la femme a suivi des soins prénataux et a reçu une assistance à l'accouchement ; d'où la nécessité de services intégrant planification familiale, suivi des grossesses et accouchement. Ali EL YOUNI, analysant le taux de discontinuation, montre que celui-ci varie avec l'âge de la femme, son niveau d'instruction, le milieu (rural ou urbain) et le type de méthode.

Cette dernière question est reprise par Elisabete de CARVALHO qui traite du seul exemple non africain de ce thème : le Nordeste du Brésil. Elle rappelle tout d'abord les singularités du Brésil : absence d'une politique nationale et de programmes publics de planification familiale, proportion importante d'accouchements par césarienne et de stérilisations féminines. Elle conclut en insistant sur la nécessité de satisfaire ces besoins contraceptifs : « la contraception peut permettre aux femmes d'avoir un meilleur contrôle de leur vie. Certes, ce n'est pas la solution à tous les problèmes et c'est loin d'être le seul facteur intervenant dans la situation et les conditions de vie des femmes. Cependant, une bonne maîtrise de leur fécondité peut en partie leur permettre de procéder à des choix, leur donner plus de chances de les réaliser et améliorer leur qualité de vie ».

## *Statut de la femme et autres déterminants*

La question du statut de la femme et des relations de genre, très présente dans les textes cités précédemment comme on vient de le voir, est le thème central de deux chapitres. Le premier, d'Agnès ADJAMAGBO, traite d'une région rurale de Côte d'Ivoire (Sassandra). Elle aborde la question des choix en matière de planification familiale par le biais des relations entre hommes et femmes, en insistant sur le contexte socio-économique. Elle souligne l'influence des formes d'organisation sociale et familiale, du mode de production, de l'accès aux ressources : « c'est dans cette interaction que les choix et les décisions en matière de fécondité trouvent leur cohérence ». On ne peut donc pas séparer le culturel, l'économique et le démographique de l'organisation sociale et politique. Les cadres explicatifs se situent alors à plusieurs niveaux : couple, famille, village, nation. Quant à Christine TICHIT, elle montre les différences de fécondité selon le statut de la femme dans le ménage au Cameroun, ce statut étant défini par sa position par rapport aux autres membres du ménage (chef du ménage, épouse du chef de ménage ou dépendante du chef de ménage).

Trois chapitres abordent enfin divers autres aspects de la fécondité. Aziz AJBILOU examine les relations entre la pauvreté et la fécondité au Maroc. Si les pauvres ont

en général une fécondité supérieure à celle des riches, la relation entre pauvreté et fécondité « est loin d'être une chose claire ». Toutefois, il montre que « la fécondité est fortement influencée par le niveau de vie des ménages » car la pauvreté favorise « le maintien des normes et coutumes traditionnelles liées au mariage précoce et à une forte procréation ». Diane COURY et Nicolas RAZAFINDRATSIMA s'intéressent aux motivations des parents en matière de fécondité et de demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo. Ils montrent qu'à niveau de richesse donné, les parents décident d'avoir moins d'enfants afin de mieux les éduquer car c'est parmi les ménages dont les enfants réussissent le mieux que la fécondité est la plus faible. Denis NZITA KIKHELA examine le cas des pays à forte stérilité, notamment ceux d'Afrique centrale où elle est en hausse. Il regrette que les politiques de population prennent imparfaitement en compte ce problème et insiste sur la nécessité de lutter contre les MST.

Enfin, Bonayi DABIRE aborde la question du confiage des enfants. Il rappelle qu'au Burkina Faso, 11,5 % des enfants de moins de 15 ans ne vivent pas avec leurs parents biologiques. Il met en évidence que les plus gros ménages et ceux où il y a beaucoup d'enfants de moins de 5 ans sont des « capteurs d'enfants » : cela semble indiquer que les nécessités économiques prennent le pas sur la tradition, l'enfant confié devenant un « véritable appoint de main d'œuvre pour la famille accueillante » : alternative à une transition de crise ?

## *Le rôle des politiques de population*

Nicole BELLA insiste sur le rôle accélérateur des politiques et programmes. Dans le cas de la Thaïlande, elle voit dans la baisse « révolutionnaire » de la fécondité la conséquence du programme de planification familiale. Pour elle, ce n'est pas nier pour autant l'importance des facteurs socio-économiques et culturels, mais c'est reconnaître aussi l'importance des changements d'ordre institutionnel. L'exemple de la Thaïlande la conduit d'ailleurs à formuler des conditions de réussite d'un programme : objectifs clairs et précis, engagement politique, mobilisation de l'aide internationale, organisation intégrée des services de planification familiale, offre satisfaisante (en qualité et en quantité) de contraception, formation des personnels, coopération public-privé.

Dans le cas de l'Algérie, Abdellaziz BOUISRI et ses coauteurs mettent l'accent sur les aspects culturels (par exemple l'importance de la religion) et soulignent que « la population a été dans le domaine de la planification familiale plus vite que les politiques ». Pour eux, « l'activité de planification familiale déployée dans les structures publiques reste en deçà des attentes d'un programme qui se veut énergique ». Pour Philippe HAMELIN qui analyse les transitions démographiques contrastées de l'Argentine, du Brésil et du Chili, les politiques de population n'ont un rôle que s'il existe une demande sous-jacente ; s'il existe une demande forte (cas brésilien), elles ne sont pas nécessaires. Simon YANA, à partir du cas du Cameroun, souligne que l'environnement institutionnel peut enclencher ou amplifier la baisse de la fécondité ; mais ce n'est pas obligatoire, car cette baisse dépend d'un changement sociétal qui intègre les dimensions économique, sociale et culturelle de la vie des populations.

Enfin, Richmond TIEMOKO met en relation la politique de développement économique, la politique migratoire et les changements de la fécondité en milieu rural ivoirien. Il estime que les politiques de développement entraînent des changements dans la fécondité par la modification du cadre matériel, légal, institutionnel et culturel de la procréation ; en effet, ces politiques contribuent à créer les conditions d'une mise en œuvre efficace de la planification familiale.

\*

\* \*

La transition démographique doit être examinée de très près si l'on veut éviter de se cantonner à des généralités. Les chemins de la transition sont multiples et diversifiés. La description doit être fine et laisser rapidement la place à l'explication, à la compréhension des mécanismes. Cela est particulièrement nécessaire si l'on veut que les travaux des démographes soient utiles aux responsables politiques. Car après la Conférence du Caire qui a renouvelé l'approche des politiques de population, on sait que ces dernières doivent être dynamiques, évolutives et adaptées aux contextes sociaux.

Cet ouvrage montre bien qu'« il n'y a pas une transition démographique causée par des forces communes à chaque place et à chaque époque, ni une théorie universelle qui pourrait en rendre compte. Les transitions démographiques s'inscrivent dans les changements socio-structurels plus globaux ; c'est donc l'ensemble du système social qu'il faut étudier et non pas juste quelques variables ou indicateurs » [8]. Les recherches devront être poursuivies car si l'on veut vraiment parler de « théorie de la transition démographique », il faut en renforcer les capacités prédictives qui sont encore très limitées. Puisse cet ouvrage être une contribution à cette démarche.

## Bibliographie

1. DAVIS K. et BLAKE J., 1956, Social Structure and Fertility : An Analytical Framework, *Economic Development and Cultural Change*, Volume 4, p. 211-235.
2. GENDREAU F., DE CARVAHLO LUCAS E. (éds), 1998, *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Éditions ESTEM, AUPELF-UREF, Paris, 416 p.
3. GERARD H., 1986, La transition démographique à la merci de la politique de population ?, in ORSTOM, *Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement*, Paris, p 397-411.
4. HODGSON D., 1988, Orthodoxy and Revisionism in American Demography, *Population and Development Review*, Volume 4, N° 4, p. 541-569.
5. LOCOH T. (1995), Structures familiales : l'apport de la démographie, in PILON M., LOCOH T., VIGNIKIN E. et VIMARD P. (éds), *Ménages et familles en Afrique*, Paris : Études du CEPED, N° 15, p. 11-30.
6. PICHÉ V. et LUTUTALA M., 1992, L'Afrique, terre d'innovation et d'imagination en démographie, *Cahiers québécois de démographie* (numéro thématique sur « Démographie sociale en Afrique), Volume 21, N° 1, p. 1-5.
7. PICHÉ V. et POIRIER J., 1990, Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence, *Sociologie et sociétés*, Volume XXII, N° 1, p. 179-192.
8. PICHÉ V. et POIRIER J., 1995, Divergences et convergences dans les discours et théories de la transition démographique, in TABUTIN D., EGGERICKX T., GOURBIN C., *Transitions démographiques et sociétés*, Academia, L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, p. 111-132.
9. UNITED NATIONS, 1999, *World Population Prospects. The 1998 Revision. Volume 1: Comprehensive Tables*, New-York, 627 p.